

*Initiatives ministérielles*

importantes. Nous en avons toujours besoin, mais elles cèdent en importance au secteur des semi-conducteurs et des ordinateurs.

La santé et l'assurance-maladie, les communications, les télécommunications et l'appareillage sont les secteurs de l'heure, les nouveaux moteurs de l'économie. Aujourd'hui, par exemple, le secteur canadien de l'électronique est plus important que l'industrie des pâtes et papiers.

Au Canada, l'industrie des services informatiques emploie plus de monde que l'industrie automobile. En Colombie-Britannique, davantage de gens travaillent dans les communications et les télécommunications que dans le secteur de l'exploitation forestière dans son ensemble. En Ontario, plus de monde travaille dans le secteur des services que dans celui de la construction.

Davantage de Québécois sont employés dans le secteur de la santé et des soins médicaux que dans ceux de la construction, des textiles, du vêtement, du meuble, de l'automobile, de l'exploitation forestière et des mines réunis. Nous vivons des changements industriels importants et, que la transition de l'ancienne à la nouvelle économie se fasse volontairement ou par la force des choses, les petites entreprises ont un rôle clé à jouer.

Pourquoi faut-il se préoccuper des petites entreprises? Ce sont les travailleurs du savoir qui vont lancer des petites entreprises, car la formule de la petite entreprise est suffisamment souple pour leur permettre de développer leurs idées.

L'adaptation à la nouvelle économie exigera des changements. Les petites entreprises sont beaucoup plus susceptibles de changer que les grandes. Pourquoi? Elles comptent moins de personnes et moins de parties reliées entre elles. La coordination et la planification y sont plus faciles. On peut y apprendre à son propre rythme sans devoir attendre quelqu'un d'autre.

Les changements peuvent y être aussi beaucoup plus rapides. Une seule et même personne peut s'y occuper de la conception, de la précision, de la planification et de la mise en oeuvre d'une idée. Il n'y a pas de conseil d'administration à convaincre. Il n'y a pas de cadres supérieurs à convaincre; pas de manigances ou de jalousie à esquiver. Le changement se produit plus facilement et rapidement.

Le rythme auquel s'effectueront les changements deviendra un facteur important dont il faudra tenir compte pour conserver notre avantage sur le plan de la concurrence, si, naturellement, des changements se produisent, ce qui est inévitable. Les exploitants de petites entreprises possèdent, eux aussi, les connaissances. Prenons, à titre d'exemple, une société de services et de conseils en informatique et les facteurs de production, c'est-à-dire l'ordinateur.

L'agriculteur sait comment cultiver la terre. Il possède des champs et la machinerie nécessaire. Toutefois, les exploitants de petites entreprises ont besoin d'argent d'abord pour s'établir, puis pour accomplir les tâches nécessaires, comme l'embauche d'employés compétents et la construction de bâtiments nécessaires à la fabrication de leurs produits. Ils ont aussi besoin d'argent pour élargir leur champ d'action.

Certains facteurs importants rendent l'accès au capital très difficile, notamment la surimposition, qu'on parle des charges

sociales ou plus particulièrement de l'impôt sur les gains en capital. Les établissements financiers, notamment les banques, font obstacle. Pourquoi? Parce qu'ils sont trop grands et trop lents pour changer.

N'oubliez pas qu'il nous faudra avant tout apprendre à changer rapidement et à nous adapter avec succès à ces bouleversements. Il arrive souvent que les établissements financiers n'aient pas le personnel compétent en la matière et connaissent mal les industries de l'information. Il y a des exceptions notables, mais dans l'ensemble ces établissements ne comprennent que les biens durables. Ils ne savent pas comment déterminer la valeur des connaissances du spécialiste.

La concentration du pouvoir financier dans le milieu bancaire est un autre facteur qui fait obstacle. Au Canada, nous avons éliminé les quatre piliers financiers. Nous avons les banques, les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurance et les courtiers en valeurs mobilières, qui formaient quatre piliers financiers distincts. Les banques peuvent désormais évoluer dans les quatre secteurs, ce qui a réduit la concurrence entre les secteurs, de même que l'efficacité, puisque la grande taille des établissements tend à ralentir et à compliquer tout changement envisagé.

● (1305)

Ce qui est encore plus important à signaler, c'est que ces établissements, de par leur concentration, dictent la politique à suivre, une politique qui est, avant tout, dans leur propre intérêt, et pas nécessairement dans l'intérêt de la population générale, et influent ainsi beaucoup trop sur les gouvernements. Il s'agit d'une question très grave qui mérite d'être examinée.

Le rapport ne traite pas de cet aspect, mais il s'agit d'un aspect très important dont il faut signaler l'omission. Il est vraiment important d'examiner maintenant certaines des recommandations principales pour voir comment elles concorderont entre elles et viendront en aide aux petites entreprises en leur ouvrant la voie pour leur permettre de prendre les mesures qui s'imposent.

Je voudrais m'attarder spécialement aux sociétés locales de capital de risque qui existent dans certaines régions. Un certain nombre de gens ont défendu leur cause. Je mentionnerai notamment Larry Zepf, qui préside le projet canadien Technology Triangle Alliance, dans le triangle formé des villes de Kitchener—Waterloo, Guelph et Cambridge. Il s'agit d'un projet pilote qui semble devoir faire beaucoup pour stimuler l'investissement de capitaux de risque. M. Doyle a cité en exemple la ville d'Austin, au Texas, pour montrer comment les sociétés locales de capital de risque peuvent fonctionner.

Dans cette ville, à peu près aussi grande qu'Ottawa, le nombre des emplois dans le secteur technologique a grimpé de 10 000 à 30 000 depuis 1981, soit une augmentation de 300 p. 100. Pendant la même période ici à Ottawa, le nombre des travailleurs de ce secteur est passé de 22 000 à 25 000, soit une augmentation de 13,6 p. 100. C'est tout. Qui est-ce qui mène en l'occurrence? Qui est-ce qui est en tête?

Il se produit des choses intéressantes au Québec. Je voudrais citer le premier vice-président à la direction de la Banque nationale: «En ce qui a trait au capital de démarrage, nous préférons